

indépendamment de la survenance des impacts annoncés du changement climatique et de la façon dont ils se matérialiseront), les mesures visant à remédier aux causes de la vulnérabilité et celles destinées à renforcer les capacités à gérer les risques climatiques.

### **Égalité entre les hommes et les femmes et l'autonomisation des femmes et des filles**

Conformément aux codes du CAD sur l'égalité entre les hommes et les femmes de l'OCDE mentionnés à la section 0, cette action porte la mention G1. Cela implique que le genre est un objectif significatif de la présente action. Elle prendra en compte les objectifs du Plan d'Action Genre de l'Union européenne III<sup>9</sup>.

L'indice d'inégalité de genre place le Sénégal au 124<sup>ème</sup> rang parmi 160 pays en 2017. La participation des femmes au marché du travail y est de 35,2 % contre 58,6% pour les hommes.

Les contraintes qui limitent l'insertion des femmes dans le système productif ont trait à l'accès inégal aux facteurs de production, une faible représentativité des jeunes femmes en particulier dans les instances de décision, la faible qualification et une maîtrise limitée des itinéraires et outils de gestion des activités agricoles et/ou connexes. La Stratégie nationale pour l'égalité et l'équité de genre (SNEEG II 2016-2026) devra contribuer à lever ces contraintes. Cette stratégie s'aligne sur les Objectifs du développement durable et est budgétisée à près de 16,8 MEUR, toutefois la mobilisation des fonds reste un défi majeur pour son exécution.

Une analyse plus approfondie concernant l'inégalité de genre et l'inclusion des femmes dans les chaînes de valeur agricoles visées par le projet, est prévue dans la phase de conception de l'action.

En ligne avec cette analyse et la stratégie nationale pour l'égalité et l'équité de genre, le projet contribuera à une forte mobilisation des femmes au sein des filières agricoles ciblées pour accroître leur autonomisation socio-économique en réduisant les obstacles qui les empêchent de réaliser leur plein potentiel : rapports de genre, renforcement du leadership, pouvoir de décision et de contrôle sur les ressources (eau, terres, etc.). Les capacités techniques et entrepreneuriales des productrices seront également renforcées par le biais de formations pratiques au cours desquelles une attention particulière sera portée à l'utilisation de méthodes de production innovantes, adaptées aux changements climatiques (variétés adaptées, itinéraires techniques et semences à cycles courts, entre autres).

### **Droits de l'homme**

L'action promeut les principes de l'approche basée sur le droit humains (ABDH), se fondant sur le renforcement du lien de redevabilité politique entre les porteurs d'obligations et les détenteurs des droits, qui sont dans ce cas respectivement les services techniques de l'État en charge de l'appui au développement du secteur agroalimentaire et les opérateurs économiques, notamment ruraux. La capacité de plaidoyer et de proposition de solutions de ces derniers sera renforcée par une activité de capitalisation/communication/présentation de résultats/propositions des réformes de l'action. La voie des détenteurs des droits sera portée par leurs organisations représentatives et par les faitières qui proposeront des solutions pratiques aux décideurs politiques susceptibles de renforcer l'inclusion, la résilience et la durabilité des systèmes alimentaires nationaux. L'action va assurer l'implémentation des cinq principes opérationnels de l'ABDH : respect de tous les droits humains, participation, non-discrimination, transparence et redevabilité.

### **Invalidité/Handicap**

Conformément aux codes du CAD sur l'invalidité/le handicap de l'OCDE mentionnés à la section 1.1, cette action porte la mention D0. Cela implique que l'inclusion des personnes handicapées est non ciblée. Cependant, le projet sera attentif à prendre en compte autant que possible les besoins des personnes vivant avec un handicap, notamment à travers la création d'opportunités économiques accessibles à cette cible, attractives et permettant de générer un revenu décent.

<sup>9</sup> Le Plan d'Action Genre III (GAP III) de l'Union européenne a été adopté par 24 États Membres à travers des Conclusions de la Présidence du Conseil européen du 16 décembre 2020 (13947/20).